Après plusieurs jours de cacophonie, le Premier ministre a donné des précisions sur la baisse des impôts de 11 milliards d'euros. Il y en aura beaucoup pour les riches.

Au départ, le gouvernement voulait réduire les impôts de 20 milliards sur l'ensemble du quinquennat. Finalement, pour rassurer les riches et notamment les financiers, il concentre plus de la moitié de cette baisse sur l'année 2018.

En contrepartie, il annonce au moins 20 milliards d'économies de dépenses publiques, notamment sur la masse salariale de l'État. La couleur est déjà annoncée : le non-remplacement des départs à la retraite, le gel du point d'indice, la réinstauration du jour de carence et la hausse de la CSG pour les actifs comme pour les retraités…Le paquet sera complété par de nouvelles privatisations, par la vente de 10 milliards du patrimoine national, d'actifs de l'État.

Le choix en faveur des riches et financiers est sans appel. Les actifs financiers seront exclus de l'impôt sur la fortune (ISF). Celui-ci sera transformé en impôt sur la fortune immobilière (IFI). Un taux unique, forfaitaire, de 30 % sera instauré sur les revenus du capital. Cela représente un cadeau de 1,5 milliard d'euros, autant de manque à gagner pour le budget de l'État. Ce sont surtout les plus riches qui vont en profiter car, actuellement, dans certains cas leur taux d'imposition peut atteindre deux fois plus.

Par ailleurs, le taux d'impôt sur les sociétés, abaissé déjà à 28 % pour les TPE et les PME, sera ramené à 25 % pour toutes les entreprises. Et le CICE sera transformé en baisse de cotisations sociales patronales.

Quant aux autres contribuables, mise à part la première tranche de la réforme de la taxe d'habitation qui va alléger cette taxe de 3 milliards d'euros et sur laquelle il y a beaucoup à dire, le Premier ministre reste dans le flou. En revanche, il est très précis sur la hausse de la CSG de 1,7 % en contrepartie de la suppression des cotisations sociales des salariés pour l'assurance chômage et l'assurance maladie.

Comme d'habitude, le Premier ministre néglige le fait que la suppression des postes dans la fonction publique, de même que les moindres recettes pour la Sécurité sociale, sont synonymes de la dégradation de la qualité des services rendus aux citoyens et notamment les plus démunis qui sont relativement plus usagers de services publics.

Comme d'habitude, ces mesures sont présentées au nom de l'emploi et de l'investissement sur la base de l'idée totalement infondée que le travail coûte cher en France et que si on donne plus aux

riches et aux financiers, ça ira mieux pour l'économie. Cela fait des années que nous entendons ce discours ; discours qui ne donne aucun résultat probant en termes d'emploi, d'investissement et d'activité économique. Le seul résultat est la dégradation des inégalités et l'affaiblissement du potentiel productif de notre pays.

La CGT répète que, pour créer des emplois et renforcer le potentiel productif du pays, une révision globale de l'intervention de l'État est nécessaire. Les dépenses publiques et la fiscalité doivent favoriser l'emploi, la croissance économique et la justice sociale. Cela nécessite d'évaluer sérieusement les aides accordées aux entreprises. Cela nécessite aussi une réforme globale du système fiscal. La CGT a des propositions dans ces domaines.
Le 12 septembre sera l'occasion de porter ces revendications avec les salariés, les privés d'emploi et les retraités.

Montreuil, le 12 juillet 2017

Public: Contrôle fiscal
Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank